



Cabinet de la ministre

Paris, le mardi 31 janvier 2012

Seul le prononcé fait foi

DISCOURS de Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET

Ouverture de la Conférence internationale de Paris « Vers une nouvelle gouvernance mondiale de l'environnement » Conseil Économique, Social et Environnemental

M. le président,
Mesdames et Messieurs les présidents,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les sénateurs,
Mesdames les parlementaires européennes,
Messieurs les maires,
Mesdames et Messieurs les conseillers du CESE,
Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Je voudrais tout d'abord vous dire **mon bonheur** d'ouvrir ici, à Paris, cette **conférence internationale** sur la gouvernance mondiale de l'environnement, à quelques mois à peine du nouveau Sommet de la Terre de Rio.

Permettez-moi de remercier chaleureusement notre hôte, le Conseil Economique, Social et Environnemental, et son président, M. Jean-Paul DELEVOYE, ainsi que le Centre d'Analyse Stratégique, pour leur participation intellectuelle et matérielle à l'élaboration de cette conférence.

Je tiens aussi à saluer, outre mes collègues des gouvernements français et étrangers et les élus qui sont parmi nous, tous les dirigeants d'organisations internationales qui ont fait le déplacement.

J'en profite pour saluer le travail accompli en amont de notre conférence par les représentants de la société civile, en particulier lors des ateliers préparatoires d'hier : réseaux constitués spécialement pour Rio (comme le club France Rio+20 et le collectif Rio+20) et personnes engagées venues de tous horizons (ONG, partenaires sociaux et territoriaux, entreprises et scientifiques, chercheurs, étudiants...).

Je voudrais exprimer mes regrets aussi de n'avoir pas pu repousser les murs de cette vaste salle pour accueillir tous ceux qui le souhaitaient. Vous tous qui êtes ici, et dans d'autres salles à nous écouter, par votre mobilisation, par votre enthousiasme, par votre conscience citoyenne, vous donnez déjà corps à notre projet. Vous montrez qu'il ne s'agit pas d'un rêve sans racines.

1/. Quel est l'enjeu de Rio ?

Nous sommes, vous le savez, à l'orée des vingt ans du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro. Nous nous y étions engagés solennellement à promouvoir le développement durable, sur tous les continents et dans tous les territoires. Et pourtant, partout aujourd'hui résonnent des signaux d'alarme sur les périls qui menacent l'Homme et la Nature.

La corne de l'Afrique subit une terrible sécheresse, avec son affreux cortège de crises humanitaires. La biodiversité, dont l'Homme n'est qu'un simple maillon, est mise en péril par le rejet incontrôlé de produits toxiques, tant dans les océans ou les rivières que dans l'air même que nous respirons. Des millions d'espèces, dont certaines ne subsisteront bientôt plus qu'en captivité, seront irrémédiablement condamnées à l'extinction, si rien n'est fait pour leur survie.

Mesdames, Messieurs,

Cet anniversaire ne doit pas être tourné vers le passé, mais orienté vers l'avenir. A Rio, dans une centaine de jours, nous ne serons pas là pour commémorer, mais pour construire. Nous ne pouvons continuer à utiliser les recettes du passé alors que le monde change à toute allure et que les crises écologiques, économiques et sociales se conjuguent. **Cet anniversaire est une occasion que nous n'avons pas le droit de manquer.** Notre responsabilité devant les générations futures est engagée. Il nous revient de leur transmettre une terre vivable.

Comme l'affirmait le philosophe du « principe responsabilité », Hans JONAS, « l'Humanité n'a pas droit au suicide ».

Rien ne serait plus absurde que de croire que la grave crise que traversent les pays développés, devrait nous faire dévier de notre objectif commun. L'exigence environnementale est le fondement même de notre vivre-ensemble à l'échelle d'une planète que nous avons tous en héritage et en partage. C'est pourquoi le nouveau capitalisme qui doit naître de la crise sera environnemental ou ne sera pas. Aujourd'hui plus que jamais, pour sortir de la crise, la réforme de la gouvernance mondiale, la solidarité entre les Nations et le développement durable sont **une nécessité**. C'est au cœur de la crise financière qui a fait vaciller la zone euro que la France s'est engagée à créer les conditions d'une plus grande solidarité internationale, à travers la mise en place d'une taxe sur les transactions financières, en espérant être suivie par d'autres pays.

Rio doit nous aider à dessiner le visage d'une nouvelle mondialisation, plus écologique et plus solidaire.

Le 20^{ème} anniversaire du Sommet de la Terre de Rio doit être le moment de fixer un nouvel agenda du développement durable autour de l'économie verte et tenant compte des changements profonds intervenus dans le Monde. Nous devons établir de nouveaux objectifs mobilisateurs, tels que l'accès à l'énergie durable, la préservation des Océans, la ville durable ou la qualité de l'eau. La France se réjouit, à ce titre, d'accueillir du 12 au 17 mars prochain, à Marseille, le 6^e Forum Mondial de l'Eau, placé sous le signe des solutions et des engagements. Marseille marquera, avant Rio, une étape décisive : oui, la question de l'eau devra trouver sa place au Sommet de la Terre !

2/. Quel est l'objet de notre conférence ?

Il ne s'agit pas aujourd'hui de prétendre aborder tous les sujets qui seront à l'ordre du jour de Rio. Notre ambition est plus modeste. Mais il s'agit bien de poser une pierre pour préparer ce grand anniversaire. Il nous faut aussi donner l'élan nécessaire aux négociations. Je crois que nous sommes nombreux à considérer ici que le « draft zéro » ne propose pas encore les réponses innovantes et concrètes que le monde attend.

Alain JUPPÉ, qui a dû se rendre à New-York en raison de la crise syrienne, et moi-même vous avons réunis aujourd'hui pour recueillir vos idées, faire germer des propositions et pour que vos travaux d'hier et d'aujourd'hui constituent, sur un point limité certes mais essentiel, **la « fabrique » de RIO+20**. Par la qualité des participants rassemblés dans cet hémicycle nous sommes en mesure de **préfigurer dès à présent la future Organisation Mondiale de l'Environnement** que nous appelons de nos vœux !

3/. Pourquoi une OME ?

Le rendez-vous de Rio ne sera un succès que s'il propose à la fois une réforme ambitieuse de la gouvernance du développement durable et un **renforcement historique de son pilier environnemental**. Il s'agit d'une ambition nécessaire. Et il s'agit d'une ambition réaliste. Car le projet d'une Organisation Mondiale de l'Environnement n'est plus porté uniquement par la France, ni même l'Union européenne. Au total, c'est plus d'une centaine de pays, incluant des pays en développement, qui y sont favorables. Ils ont bien conscience qu'entre le faible et le fort, c'est la règle qui protège et l'absence de règle qui opprime.

Il faut des règles pour éviter que les conflits sur les ressources ne se soldent par de purs rapports de force. Il faut des règles pour aider les pays en développement à mettre en œuvre les normes environnementales. Il faut des règles pour diffuser et partager les meilleures solutions technologiques.

Ceux qui sont sincèrement pour l'OME ne peuvent faire dépendre son adoption de progrès dans d'autres domaines.

Le constat des insuffisances du système actuel a été fait. Et il est partagé par tous.

La seule question qui vaille est de savoir désormais comment avancer.

Comment passer progressivement de plus de 500 conventions et accords multilatéraux à **une seule et unique** organisation mondiale de l'environnement ? **Cette unité sera la garantie de** la cohérence du système.

Il faut être à la fois ambitieux et pragmatique. Il ne s'agit pas de créer de toutes pièces une nouvelle institution qui ajouterait à la confusion régnante. Il faut au contraire construire à partir de l'existant. Pour cela, il est nécessaire de transformer profondément les moyens et le positionnement du PNUE pour en faire une agence spécialisée des Nations Unies. Cela lui conférera non seulement **l'autonomie**, mais aussi **l'autorité** qui lui manquent aujourd'hui.

Cette nouvelle agence, que nous pourrions appeler l'OME, doit apporter des **SOLUTIONS**, et ces solutions doivent être **SOLIDAIRES et DURABLES**.

Par SOLIDARITÉ j'entends à la fois la solidarité entre générations, entre l'Homme et la Nature, mais aussi bien évidemment entre Nations.

Elle doit être un lieu de DIPLOMATIE, de CREATIVITÉ, de RÉFLEXION et non pas un lieu de marchandages ou de consensus A MINIMA.

Cette **organisation sera ouverte à tous les États** et gagnera la valeur et la légitimité d'une **assemblée universelle**.

4/. La dimension scientifique

L'OME aura pour vocation d'offrir une vision claire et précise des priorités à l'échelle internationale.

La première exigence pour définir ces priorités avec pertinence consiste évidemment à s'appuyer sur la science.

La science doit jouer un rôle éminent dans une future OME.

C'est à elle de nous éclairer et de nous proposer des scénarios d'évolution de l'environnement mondial.

Elle doit permettre de s'attaquer aux nouveaux défis que le cloisonnement actuel des conventions et des accords ne permet pas d'aborder de front, tels que l'acidification des océans ou la géo-ingénierie, pour ne citer que deux d'entre eux.

Je suis profondément convaincue, qu'après avoir guidé les négociations sur le climat et la diversité biologique, les scientifiques peuvent et doivent jouer un rôle essentiel pour Rio.

Dans cet esprit, la France a constamment œuvré, depuis la conférence internationale sur la biodiversité et la gouvernance, organisée en 2005 à Paris, pour faciliter l'émergence de la plate-forme scientifique intergouvernementale sur la biodiversité et les services éco-systémiques (IPBES). Et la France est prête à en accueillir le siège.

L'une des fonctions essentielles de l'OME devrait être de faciliter et de protéger l'action des scientifiques en toutes choses. Ces dernières années, des scientifiques ont subi des agressions et de graves menaces, manifestement liées à leurs activités professionnelles et leur engagement dans la lutte contre les changements climatiques. Je lance cette idée aujourd'hui : que la protection du travail des scientifiques qui agissent pour l'avenir de la Planète, devienne à Rio un principe universel !

5/. L'exigence démocratique

L'OME puisera sa force non seulement dans son unité, et dans la solidité incontestable de la science, mais dans sa capacité d'associer toutes les catégories d'acteurs concernés par le développement durable et l'avenir de la planète : les États bien sûr, mais aussi les organisations de la société civile, ainsi que les entreprises, les syndicats, les collectivités locales, et, je le répète, les scientifiques. Tous auront voix au chapitre car chacun porte une part inaliénable de vérité et de responsabilité. Et une vraie gouvernance universelle doit les faire dialoguer, dans le respect de leurs rôles respectifs. La gouvernance universelle ne peut tolérer aucune vision partielle, donc partielle, aucun angle mort.

Les élus doivent bien sûr assumer la responsabilité des décisions qui engagent l'avenir des populations qu'ils représentent. La société civile est placée en vigie et doit tirer la sonnette d'alarme. Il n'y a pas que les scientifiques qui puissent jouer ce rôle ! Quant à la science, justement, elle doit nous aider à réduire les incertitudes liées à l'impact des activités humaines sur la biosphère, afin d'éclairer les décisions politiques.

Quel est, au fond, l'enjeu ? Il s'agit de permettre l'expression d'**une voix de la planète** dans les décisions qui engagent son avenir. Cela pose à l'évidence de redoutables questions. Qui peut prétendre porter la voix de la planète ? Les États seuls ? Évidemment non. Mais quelles peuvent être les modes d'organisation et de représentation des acteurs non étatiques au niveau mondial ? Avec quelle légitimité ? Avec quelle efficacité ? Personne, ne peut prétendre incarner la voix de la planète à lui seul. Ce n'est qu'ensemble, en réfléchissant et en échangeant, que nous pouvons élaborer une gouvernance nouvelle, qui réponde à cette légitime aspiration.

Ce n'est qu'ensemble aussi, par exemple, que nous arriverons à stabiliser la hausse des températures moyennes à 2°C.

Aujourd'hui donc, nous sommes à un tournant.

Pas seulement parce que nous arrivons à un anniversaire. Mais parce que nous avons besoin d'une refondation.

Parce que nous avons compris que **nous devons être unis si nous voulons être universels**.

Le temps n'est plus où seules quelques nations décidaient de l'avenir du monde. Le temps n'est plus où l'avenir du monde était dissocié de l'avenir de la planète. Le temps n'est plus où seuls les États avaient leur mot à dire sur le devenir de tous et de chacun, sans associer la société civile, les scientifiques, toutes les voix inquiètes ou informées.

Je suis convaincue que nos travaux lors de cette conférence vont nous aider non seulement à prendre la mesure de l'urgence, mais à faire émerger des propositions novatrices qui viendront nourrir le Sommet de la Terre de Rio+20. Je sais que nous serons aidés, dans cette nécessaire « métamorphose » de l'universel, par le président de l'Assemblée générale des Nations unies, qui nous fait l'honneur d'être parmi nous, ainsi que par le **grand philosophe et sociologue Edgar MORIN**, dont l'œuvre a anticipé nombre de nos questions et de nos débats.

Pour moi, en tant que ministre de l'Écologie et puissance invitante, je n'ai qu'un mot à dire : Bienvenue ! Que les débats commencent et que les idées fructifient pour le bien de la Terre, c'est-à-dire de notre avenir à tous.

Je vous remercie.